



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Concession de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de sept contrats de concession - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique de Gaz en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

En France, la distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les AODE à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national, l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Localement, il existe 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin 2022 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant l'ensemble de ces concessions en un seul contrat.

Sept contrats arrivent à échéance à court terme et doivent être prolongés pour permettre la tenue des négociations locales :

- Clapiers (31/12/2022) ;
- Fabrègues (31/12/2022) ;
- Lattes (31/12/2022) ;
- Montferrier-sur-Lez (17/02/2023) ;
- Montpellier (31/12/2022) ;
- Saussan (31/12/2022) ;
- Vendargues (31/12/2022).

Il est proposé de prolonger ces sept contrats jusqu'au 30 juin 2023 afin de disposer du temps nécessaire pour défendre au mieux les intérêts de la Collectivité, conformément aux dispositions des articles L. 3135-1 6° et R. 3135-8 du Code de la commande publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des sept avenants de prorogation des contrats de concession de la distribution publique de gaz sur le territoire des communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 30 juin 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209768-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant\_GRDF\_Clapiers\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Fabregues\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Lattes\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Montferrier\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Montpellier\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Saussan\_Prolongation
- Avenant\_GRDF\_Vendargues\_Prolongation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.